

LETTRE OUVERTE

des communistes de Bonneuil aux bailleurs sociaux

La crise économique et sociale qui double la crise sanitaire a mis dans une situation de précarité extrême des millions de Français.es. Chômage partiel, licenciements et baisses de revenus empêchent de vivre dignement, jusqu'au paiement même des loyers.

Depuis le début de la crise, nous appelons à trouver des solutions progressistes, qui répondent réellement aux besoins des Bonneillois.es.

Si les bailleurs ont bien compris les besoins sanitaires, ils n'ont pas apporté de solutions à la hauteur de la gravité de la situation : rien qu'à Bonneuil, le secours populaire a dû multiplier le nombre de colis alimentaire distribués par deux, signe de l'urgence sociale à laquelle nous faisons face.

Les réponses proposées sont systématiquement « au cas par cas », personnalisées. Ces réponses ne sont pas à mesure de l'urgence et de la gravité de la situation. C'est une réponse collective et générale qui est nécessaire, pour s'affranchir des difficultés administratives, des problèmes d'accès aux droits, et pour ne pas aggraver encore la situation des foyers modestes face à la crise.

C'est pourquoi la section de Bonneuil du Parti Communiste Français fait aux bailleurs sociaux la demande :

- De suspendre ou reporter les loyers le temps de la crise sanitaire à minima. Cette suspension peut se faire par exemple sous condition de revenu, afin que toutes et tous les locataires les plus fragiles, perdant une part de revenu, soient concerné-es par ces mesures. Cette suspension pourrait se financer par des prêts à taux zéro de différents acteurs concernés.
- De suspendre les recouvrements de dettes locatives pour toutes et tous les locataires.
- De suspendre les envois immédiats de courriers automatisés de mise en demeure. Pour les locataires les plus précaires, ces courriers sont une source d'angoisse qui complique la gestion de la crise pour tous les acteurs.
- D'élargir les délais de paiement afin de permettre aux locataires de ne faire le versement qu'après avoir reçu salaires et autres revenus complémentaires, aides sociales, etc.

A ces mesures d'urgence doivent être ajoutées de grandes transformations dans la politique nationale du logement social :

- Les règles imposant un pourcentage minimum de logements sociaux (SRU) doivent enfin être appliquées sur tout le territoire, en aggravant les sanctions en cas de non-respect. Globalement, de nouveaux logements sociaux doivent être construits dans toute la France.
- Le logement social doit repasser sous contrôle direct des citoyen·nes, notamment par la création d'un service public national du logement, de l'habitat et de la ville s'appuyant sur un pôle public financier (financement à taux zéro du logement public), un pôle public de la construction et une agence nationale foncière.
- Des outils publics dont la mission serait de mettre en oeuvre localement le droit au logement avec une gestion démocratisée, une représentation renforcée et majoritaire des élus locaux, des représentants des salariés, des associations et des usagers bénéficiant de nouveaux droits de décision et de contrôle.

Les communistes de Bonneuil resteront mobilisé.es déterminé.es dans la lutte pour obtenir dès maintenant des solutions concrètes pour les locataires !

NOUS NOUS METTONS AU SERVICE DE TOUTES ET TOUS LES CITOYENNES ET CITOYENS QUI AURONT À LUTTER CONTRE CES DIFFICULTÉS, ET PORTERONS LEUR VOIX COLLECTIVE POUR L'APPLICATION DE NOS PROPOSITIONS D'URGENCE !